

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **08 AVR. 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**RENARD**

3 rue du général de Gaulle  
77970 Pécy

Références : E/26- **0632**  
Code AIOT : 0006502210

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement RENARD implanté 3, rue du général de Gaulle 77970 Pécy. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 22 septembre 2015 relative aux rejets atmosphériques du process de décapage chimique du site, le site est contrôlé pour statuer sur la procédure en cours.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RENARD
- 3, rue du général de Gaulle 77970 Pécy
- Code AIOT : 0006502210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non



Installée depuis les années 1990, la Société RENARD est spécialisée dans le traitement chimique et thermique de diverses pièces pour d'autres Sociétés.

La société RENARD procède ainsi au décapage de pièces métalliques, essentiellement des crochets de suspension utilisés dans les chaînes d'industrie automobile.

A cet effet, elle dispose de bains de traitement chimique (à l'arrêt depuis l'été 2017) et d'un four permettant le décapage thermique des métaux.

Le gérant est le seul salarié du site.

Les activités de la Société RENARD sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 248 du 22 octobre 1998 autorisant la SARL RENARD à exploiter un atelier de décapage (traitement chimique de métaux par décapage [...]) à PECY, 3 rue du Général de Gaulle et l'arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/UT77/196 du 22 décembre 2015 actualisant la situation administrative, et imposant des prescriptions complémentaires concernant les rejets atmosphériques et les bains de traitement pour le site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 2

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de l'inspection, 6 bidons de floculant présents dans la station d'épuration interne ont été constatés **hors-rétention**.

De plus les **cendres issues du décapage thermique des métaux** ont été observées sans couvercle (donc pouvant potentiellement s'envoler alentour en générant des poussières).

Il appartient donc à l'exploitant d'y remédier en installant une rétention supplémentaire pour ces 6 bidons et en veillant à couvrir les bacs de cendres susmentionnés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage thermique	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.3.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Flux de polluants	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, Lettre de suite	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	atmosphériques	22/09/2015, article 1er	préfecturale	l'exploitant	
4	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.V Art.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique	Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article Article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre III CH5 Article 7	/	Sans objet
7	Stockage gaz	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre I Article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de l'absence de reprise d'activité du traitement chimique et du maintien des installations en place, la mise en demeure n'est pas levée.

Par ailleurs, l'inspection note qu'au vu du rapport d'analyses présenté, les rejets liés au décapage thermique sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation de l'activité.

Enfin, l'inspection attend de l'exploitant qu'il procède au contrôle de ses installations électriques et transmette le compte-rendu à l'inspection dans les plus brefs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage chimique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article Article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 3.1 "Rejet des effluents provenant des bains de décapage chimique" de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé sont complétées par celles-ci :

« Composés Organiques Volatils (COV) à l'exclusion du méthane : 75 mg/m<sup>3</sup>,  
Solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 : 20 mg/m<sup>3</sup>.

D'autre part, le flux annuel des émissions diffuses ne doit en outre pas dépasser :

- pour les COV à l'exclusion du méthane :

\* pour une consommation de solvants inférieure ou égale à 10 t/an : 20 % de la quantité de solvants utilisée,

\* pour une consommation de solvants supérieure à 10 t/an : 15 % de la quantité de solvants utilisée,

- pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 :

\* pour une consommation de solvants inférieure ou égale à 5 t/an : 15 % de la quantité de solvants utilisée,

\* pour une consommation de solvants supérieure à 5 t/an : 10 % de la quantité de solvants utilisée.

»

**Constats :**

La mise à l'arrêt des bains de décapage chimique a été constatée le jour de l'inspection ; celle-ci fait suite à un différend avec son fournisseur de charbons actifs, utilisés pour traiter les rejets atmosphériques des bains de traitement chimique, depuis 2017.

L'exploitant indique par ailleurs son intention de ne pas reprendre cette activité à son compte.

Il indique aussi vouloir préserver le titre d'autorisation dont il bénéficie en vue d'une éventuelle vente.

L'exploitant a informé l'inspection de son pourvoi en appel quant au contentieux qui l'oppose à la société responsable de l'installation des charbons actifs destinés aux traitements des rejets chimiques des bains.

Il indique espérer un règlement du contentieux dans les mois à venir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que la mise en demeure qui lui incombe ne saurait être clôturée qu'en cas de mise en conformité ou d'arrêt définitif des installations de décapage chimique.

Il appartient donc à l'exploitant de statuer sur sa volonté de conserver ou non le titre d'autorisation pour l'activité de décapage chimique sur son installation.

L'inspection informera ensuite l'exploitant des procédures à suivre liées : cessation partielle d'activité ou poursuite de la mise en demeure.

Si les produits de traitement chimique sont modifiés en vue de la mise en conformité, l'exploitant devra en faire part à l'inspection.

Le cas échéant, un Porter A Connaissance (PAC) sera attendu.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rejets de polluants atmosphériques pour le décapage thermique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023

**Prescription contrôlée :**

Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

-

le débit des effluents exprimé en mètres cubes par heure [...] après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sera au maximum de 800 Nm<sup>3</sup>/h.

La vitesse verticale d'émission sera supérieure à 8 m/s. La hauteur de cheminée est au minimum de 7 mètres. [...]

Paramètres	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux (g/j)
Poussières	100	640
CO	150	960
COV (hors CH <sub>3</sub> )	250	1600

**Constats :**

Le rapport annuel de contrôle des émissions du four indique que les Valeurs Limites d'Emission



(VLE) prescrites dans l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation sont respectées.

L'exploitant indique utiliser son four au maximum 2h/jour, au maximum 19 jours par mois sur l'année 2025.

Il est cependant noté un dépassement du débit d'effluent autorisé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (**1388 Nm<sup>3</sup>/h contre 800 Nm<sup>3</sup>/h autorisés**)

Il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à ce que l'utilisation du four reste conforme aux exigences réglementaires en concentrations **et en débit** et de polluants rejetés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Si l'exploitant souhaite augmenter son débit, considérant que l'installation n'est utilisée qu'à hauteur de 19 jours par mois et 2 heures maximum par jour, l'inspection invite l'exploitant à demander par courrier à modifier le débit maximal autorisé en sortie de son four.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Flux de polluants atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/09/2015, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023

**Prescription contrôlée :**

La Société RENARD, dont le siège social est situé 3 rue du Général de Gaulle à PECY (77 970), est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter avant le 30 avril 2016 l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé en : [...]  
- limitant le flux annuel des émissions diffuses à 20 % de la quantité de solvants utilisée pour les COV [...]

**Constats :**

Puisque le maintien des bains chimiques sur site est constaté (même s'ils étaient vides le jour de la visite), la mise en demeure susvisée reste en vigueur.  
Bien que les bains ne soient plus en service, une mise en conformité ou un démantèlement des



installations sera nécessaire pour lever la mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se positionner sur le maintien en état de service de ces baignoires chimiques conditionnant le maintien en vigueur de la mise en demeure qui lui incombe.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Autosurveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.II Art.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023

**Prescription contrôlée :**

Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau),
- le traitement conforme des effluents gazeux.

Une fois par an, l'exploitant devra faire procéder par un organisme compétent, dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées, à des prélèvements et mesures visant à contrôler les concentrations et les flux de polluants émis par les installations et visés à l'article 3.2.2 précédent.

Les résultats des contrôles seront transmis dès leur réception à l'inspecteur des installations classées. Toute anomalie doit être signalée dans les meilleurs délais.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que l'absence de mesures des rejets atmosphériques en 2022 s'explique par le décalage du rapport annuel de 2022 à janvier 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de contrôle de rejets atmosphériques correspondant aux années 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre 3Chap.VArt.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023

**Prescription contrôlée :**

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue [...] et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. [...]

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défektivité relevée dans les délais les plus brefs. [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de ses installations électriques depuis 2023.

Le rapport de 2023 n'indiquait pas de non-conformité majeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'effectuer au plus vite le contrôle annuel de ses installations électriques.

Une transmission du rapport est demandée dès réception de celui-ci par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre III CH5 Article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, 71 Equipements en extincteurs

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et périodiquement vérifié.

**Constats :**

Sept extincteurs sont présents sur site. Le dernier contrôle de conformité est daté de janvier 2025. L'inspection constate le contrôle annuel des extincteurs et attend que le prochain contrôle soit réalisé rapidement en 2026 pour respecter l'échéance annuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Stockage gaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article Titre I Article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Dépôt de gaz combustible

**Prescription contrôlée :**

Liste des installations classées de l'établissement:

Dépôt de gaz combustibles liquéfiés sous pression en réservoir fixe	Capacité nominale totale du dépôt : 15 m <sup>3</sup>
---	---

**Constats :**

L'exploitant indique avoir transformé son dispositif de stockage de gaz combustible servant à l'allumage du four.

Il dispose désormais d'une cuve de propane enterrée (anciennement le stockage était aérien). D'après les caractéristiques techniques de la cuve fournies par l'exploitant, sa capacité est de **3,2 t**.

Ce stockage ne relève pas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous la rubrique 4718 puisqu'**inférieur à 6 t** (seuil de la déclaration).

L'exploitant indique de plus avoir changé de fournisseur de gaz (Vitogaz est venu remplacer Antargaz pour la fourniture de gaz de la cuve).

**Type de suites proposées :** Sans suite

